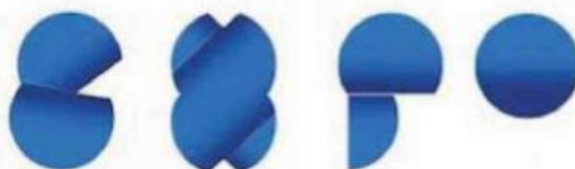


FRANCE

EXPOFRANCE 2025 DESORMAIS SUR LES RAILS

!

FABIEN PILIU



FRANCE 2025

Pour une candidature de la France
à l'organisation de l'Exposition Universelle de 2025

Le soutien de l'Etat à la candidature de la France pour l'exposition universelle de 2025 sera bientôt officialisé. Dans un communiqué de presse, ExpoFrance 2025 a annoncé son rapprochement en cours avec l'Etat, les collectivités de Paris, du Grand Paris et de l'Ile-de-France dans un groupement d'Intérêt public (GIP). Selon nos informations, c'est Pascal Lamy, le délégué interministériel à la candidature de la France pour l'organisation de l'exposition universelle en 2025, qui devrait présider ce GIP.

La polémique devrait s'arrêter. Dans un communiqué de presse, les responsables d'ExpoFrance 2025 ont annoncé son rapprochement en cours avec l'Etat, les collectivités de Paris, du Grand Paris et de l'Ile-de-France. La naissance officielle de cette nouvelle structure devrait être annoncée le 8 septembre par Manuel Valls, le Premier ministre. Elle devrait prendre la forme d'un Groupement d'Intérêt public (GIP) dont l'Etat assumera la présidence, compte-tenu du processus inter-gouvernemental qui régit l'organisation des Expositions Universelles. La désignation de la ville organisatrice est prévue pour la mi-2018.

PASCAL LAMY, UN CHOIX LOGIQUE

Selon nos informations, c'est Pascal Lamy, le délégué interministériel à la candidature de la France pour l'organisation de l'exposition universelle en 2025, qui devrait présider ce GIP en tant que représentant de l'Etat. Il est à l'œuvre sur ce dossier depuis le 14 avril 2015 et a su établir une relation de confiance avec les acteurs du projet tricolore.

Peut-on en déduire que l'Etat prend la main sur les préparatifs de la candidature française ? Jean-Christophe Fromantin, le président d'Expofrance 2025 balaie cette hypothèse.

L'ETAT NE DISPOSE PAS DE MINORITÉ DE BLOCAGE

" L'Etat ne disposera que de 30% des droits de vote, contre 40% pour Expofrance 2025 qui assurera la 1ère Vice-présidence de cette nouvelle structure. Les collectivités de Paris, du Grand Paris et de l'Ile-de-France obtiendront pour leur part 10% des droits de vote chacune. Comme la minorité de blocage est fixée à 36%, nous continuerons à orchestrer cet élan et à veiller à ce que l'esprit entrepreneurial qui anime ce projet perdure. Ce rapprochement avec l'Etat, qui séduira à l'international, ne comporte que des avantages ", avance Jean-Christophe Fromantin.

Avec la mise en place de cette nouvelle gouvernance, les responsables de l'événement sont désormais sereins. *" La relation de confiance avec l'Etat a toujours été très forte, même au plus fort des polémiques. C'est la raison pour laquelle notre Tour de France fut une réussite, réussite permise par une motivation intacte de nos troupes et de nos soutiens économiques ", explique Jean-Christophe Fromantin.*

LA DOUBLE CANDIDATURE DE PARIS ET DE LA FRANCE

En juin, Dans un courrier adressé à François Hollande, Anne Hidalgo, la Maire de Paris avait demandé au chef de l'Etat de retirer la candidature de Paris pour l'Exposition universelle de 2025, estimant que les chances de succès de la capitale étaient faibles. Principale faiblesse, selon la Marie de Paris : le projet Expofrance prévoit d'associer pas moins de 15 villes autour de Paris alors que selon les règles en vigueur, il doit être centré sur une seule et unique ville. L'absence de réponse officielle de la part de l'Élysée ou de Matignon avait provoqué un certain émoi.

Pour certains observateurs, cette initiative d'Anne Hidalgo, à condition qu'elle soit couronnée de succès, devait renforcer les chances de Paris dans la course à l'organisation des Jeux olympiques en 2024. Après trois échecs consécutifs, la municipalité espère cette fois être désignée par le Comité international olympique (CIO) à Lima, au Pérou le 13 septembre 2017.

Rappelons que le projet olympique est plus prestigieux, mais moins lucratif. Selon les estimations d'une étude menée par Christian de Boissieu, professeur d'économie et vice-président d'Expo France, avec le cabinet Deloitte et Atout France, les retombées économiques de l'Exposition universelle s'élèveraient à 23,2 milliards d'euros, contre 11 milliards d'euros pour les Jeux olympiques.